



Décision n° 2018-241

autorisant le prélèvement d'espèces animales et de minéraux
en dérogation aux règles de protection du milieu naturel
en vigueur dans le cœur du Parc national

Le directeur de l'établissement public du Parc national,

VU le code de l'environnement, et notamment son article L.331-4-1,

VU l'arrêté du 23 février 2007 arrêtant les principes fondamentaux applicables à l'ensemble des parcs nationaux, et notamment son article 3,

VU le décret n°2009-486 du 29 avril 2009, notamment ses articles 3 et 15,

VU le décret n°2012-1541 du 28 décembre 2012 approuvant la charte du Parc national ainsi que la modalité 2 d'application de la réglementation dans le cœur,

VU la décision n°2016-01 du 1er janvier 2016, donnant délégation permanente de signature au directeur-adjoint de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

VU la décision n°2018-242 du 02 juillet 2018 autorisant le LECA à procéder à des installations scientifiques dans le cœur du parc national, dans le cadre de l'observatoire ORCHAMP,

VU la demande présentée le 07 juin 2018 par Madame SAILLARD Aurélie, chargée de mission ORCHAMP au sein du LECA,

Considérant que la demande porte sur une activité scientifique nécessaire à l'amélioration des connaissances des patrimoines naturels du cœur du parc national,

Considérant à ce titre, que la demande contribue à faire du cœur du parc « un espace de référence scientifique » tel que défini dans les principes fondamentaux arrêtés en 2007 et qu'elle participe à la réalisation des missions de l'Établissement public,

Décide

Article 1 :

Les bénéficiaires nommés à l'article 3 ci-dessous sont autorisés aux conditions suivantes, à prélever, détenir, transporter dans le cœur du Parc national du Mercantour et le cas échéant, emporter en dehors du cœur de Parc national, des invertébrés ainsi que des échantillons de sol et de litière.

Article 2 :

La présente autorisation est accordée à compter de la date de signature de la présente jusqu'au 28 septembre 2018 sur le secteur des sources de la Tinée - Bonette (Saint-Dalmas-le-Selvage, 06).

Article 3 :

La présente autorisation est accordée au bénéfice des personnes suivantes :

- | | |
|---------------------|---------------------|
| - BOUCHER Florian | - MARTINEZ Camille |
| - BRAGA Joao | - OHLMANN Marc |
| - CHOLER Philippe | - ROBERT Vincent |
| - FOURNIER Floriane | - SAILLARD Amélie |
| - GALLIEN Laure | - STEPHAN Ruth |
| - GIRARD Virginie | - TARDIF Pascal |
| - KUNSTLER Georges | - THUILLER Wilfried |
| - LABONNE Sophie | - VAROUX Mary |
| - LAVIRON Xavier | |
| - LEMAIRE Baptiste | |

Article 4 :

Sont autorisés durant la campagne scientifique, les prélèvements, mode de collecte et matériels suivants :

- toutes espèces d'invertébrés sans limite d'effectif mais hors espèce protégée, prélevés à l'aide de filet faucheur et d'aspirateur souffleur (type STIHL modèle SH86 C-E)
- échantillons de sol et de litière à raison de 30 carottes de 50 grammes, prélevés à l'aide d'une tarière de type échardonnoir.

Article 5 :

Les bénéficiaires sont tenus de faire parvenir au siège de l'Établissement public du Parc national du Mercantour, au plus tard un an après la fin de leurs prospections :

5.1. Un rapport relatant les objectifs, la méthodologie et les résultats de leurs recherches (comprenant liste d'espèces commentée, commentaires sur les écosystèmes prospectés et préconisations relatives à la gestion des milieux) ,

5.2. Une compilation de l'intégralité des données issues des opérations réalisées dans le cœur du parc national, après extraction de la base ORCHAMP et à des fins d'intégration dans la base SILENE Flore.

Article 6 :

Toute publication liée au projet devra porter la mention suivante : « étude réalisée avec l'autorisation du directeur du Parc national du Mercantour ».

Une version numérique de ces publications devront être transmises au siège de l'Établissement public du Parc national du Mercantour.

Article 7 :

La présente décision ne vaut pas autorisation de circuler et de stationner en véhicule terrestre à moteur dans le cœur du Parc national.

En cas de besoin, les bénéficiaires solliciteront le service territorial concerné en préalable à leur arrivée sur site, afin d'obtenir cette dérogation – cf. article 8.

Article 8 :

Les bénéficiaires devront obligatoirement se présenter au chef ou adjoint du service territorial concerné avant d'engager toute opération, et se conformer aux sujétions et indications spécifiques qui pourront leur être données dans le cadre de la présente décision.

Ces sujétions sont à la charge des bénéficiaires.

Contact service territorial Tinée : 04.93.02.42.27

chef de S.T : OPOLKA Boris (boris.opolka@mercantour-parcnational.fr)

adjoint du S.T - TURPAUD Anthony (anthony.turpaud@mercantour-parcnational.fr)

Article 9 :

La réglementation en vigueur dans le cœur du Parc national s'appliquera sans réserve sur toute la durée de la présente autorisation – cf. annexe 3.

La présente décision ne vaut pas dérogation à la réglementation sur les espèces protégées au titre de l'article L.411-1 du code de l'environnement et ne dispense pas de solliciter auprès de l'autorité compétente les autorisations correspondant à cette réglementation.

De même, elle n'exonère pas les bénéficiaires de solliciter toutes les autres autorisations requises, notamment auprès des communes, propriétaires ou ayants-droits concernés.

Article 10 :

Les bénéficiaires devront observer un comportement discret et éviter de mener leurs activités sur les lieux et durant les jours de forte fréquentation touristique.

Aux personnes les sollicitant en ce sens, ils devront expliquer l'objectif de leurs activités, et préciser que celles-ci sont dûment autorisées par le directeur de l'Établissement public du Parc national du Mercantour.

Article 11 :

Les bénéficiaires devront présenter cette autorisation à toute réquisition d'agents de l'Établissement public du Parc national du Mercantour ou d'agents assermentés et commissionnés compétents en la matière.

A la demande de ces derniers, les bénéficiaires sont tenus de soumettre les prélèvements à leur contrôle.

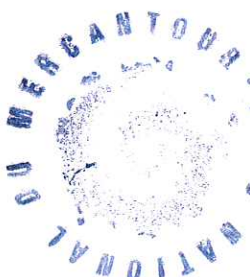
Article 12 :

Le non respect de l'un de ces articles ou de l'une ou l'autre des dispositions prévues par le code de l'environnement ou dans la réglementation du Parc national, expose les bénéficiaires à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

Article 13 :

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de l'établissement public dans un délai de trois mois à compter de son édition.

Elle peut être contestée devant le tribunal administratif de Nice dans un délai de deux mois suivant sa publication.



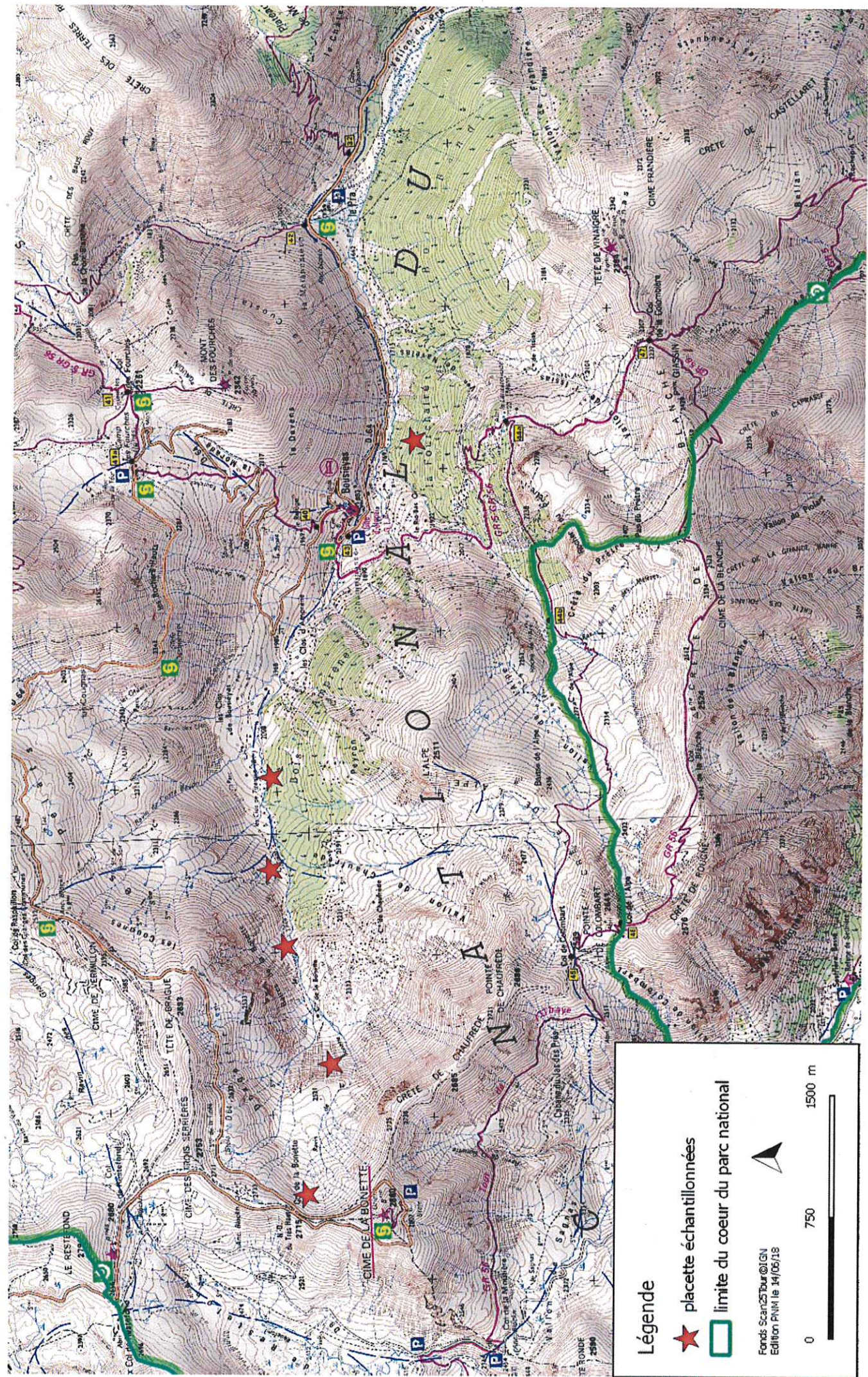
Fait à Nice, le 2 juillet 2018

Le Directeur-Adjoint du
Parc National du Mercantour



Laurent SCHEYER

ANNEXE - DECISION N° 2018.241

INSTALLATIONS DE L'OBSERVATOIRE "ORCHAMP"



Légende

-  placette échantillonnées
-  limite du cœur du parc national

Fonds Scan25Tour©IGN
Edition PNM le 14/06/18

0 750 1500 m

